

ÉCONOMIE
ET POLITIQUE:
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**

La montée en puissance de la Chine

Pour une
démographie
efficace

Un monde
menacé par
le réchauffement
climatique

Coup de
projecteur sur
la compétition
France / Allemagne

La zone euro
face aux autres pays
développés

Envolée des
inégalités : gros dégâts
sur les contrats sociaux

Appauvrissement
des états,
enrichissement des
actionnaires

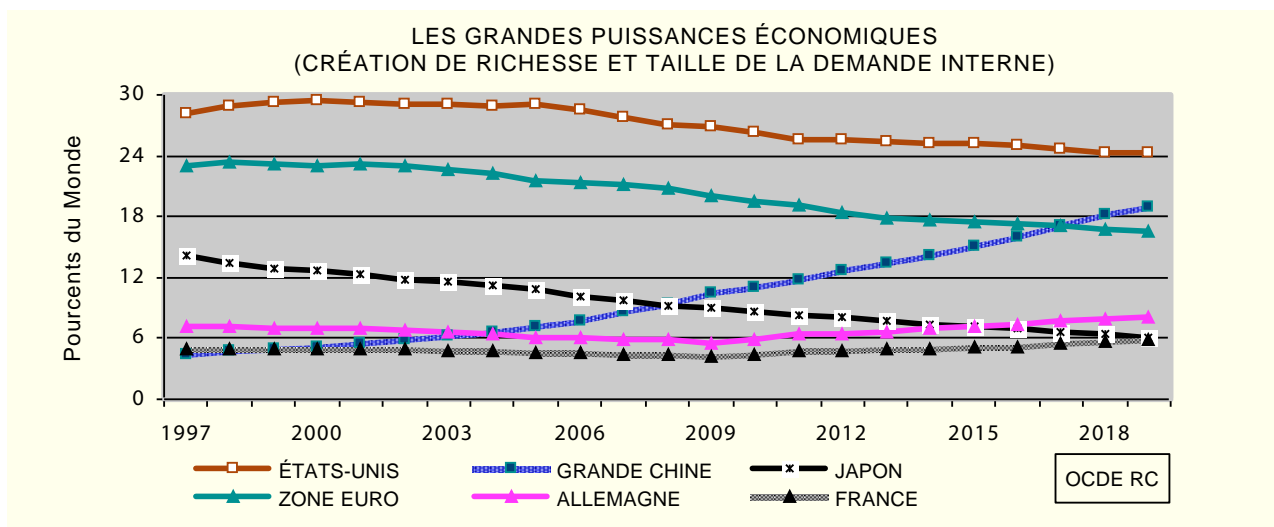
L'indispensable
rentabilité des entreprises
exportatrices

L'urgente
réforme des
retraites

L'urgente
réforme des services
publics

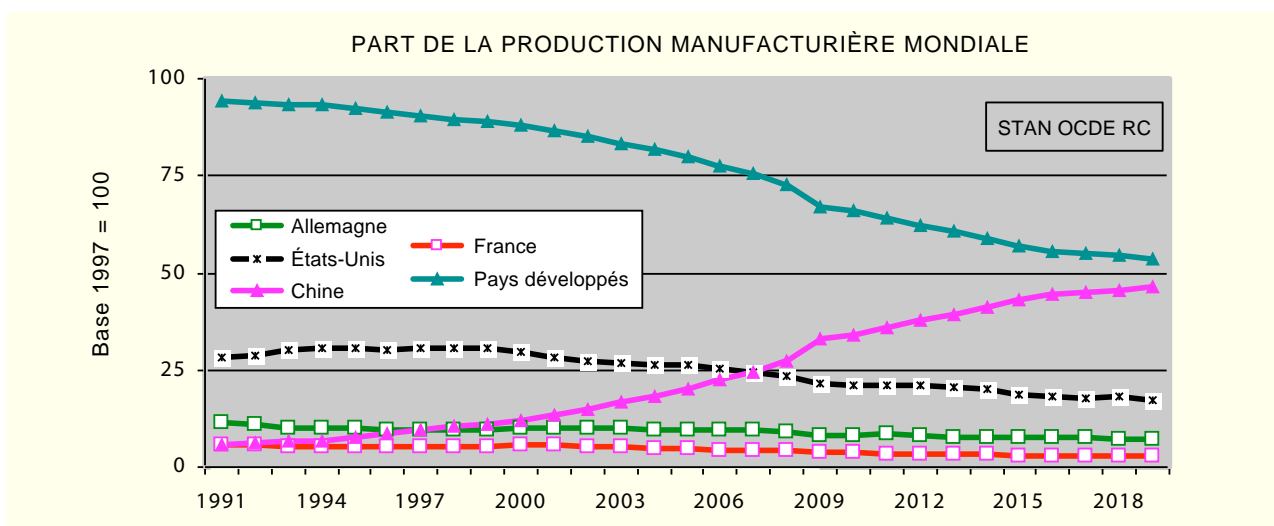
Fondamentaux
de la guerre économique
et monétaire

Pour comparer correctement les tailles, les puissances, et les situations financières, il faut traduire les comptes nationaux en « Étalon Monétaire Mondial » (en 2021, 1 EMM = 0,79 \$ - 0,64 € - 500 yuans). Les Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) sont strictement réservées aux seules comparaisons... de pouvoir d'achat.



Ainsi correctement mesurée, la Chine est devenue numéro 2 de la création de richesse, et de la taille de sa demande.

Mais, pour mesurer la véritable puissance de la Chine, il faut s'intéresser aux industries manufacturières, qui sont en première ligne dans l'affrontement entre la Chine et les pays développés.



En 1991, la Chine ne réalisait que 6 % de la production manufacturière mondiale. Elle a doublé la France dès 1992, l'Allemagne en 1998, les États-Unis en 2008. Elle approche de la moitié (47 %) en 2019. La Corée avait brillamment résisté à l'offensive de son grand voisin jusqu'en 2012, portant de 2,7 % à 5,4 % sa part de la production mondiale. Elle est redescendue à 4,7 % en 2019.

Autre concurrent trop petit pour figurer sur ce graphique, la Suède a vu fondre sa part de la production mondiale de 1,9 % en 1991 à 0,6 % en 2019.

Sur la vitesse acquise, la Chine pourrait dépasser les États-Unis en moins de 10 ans.

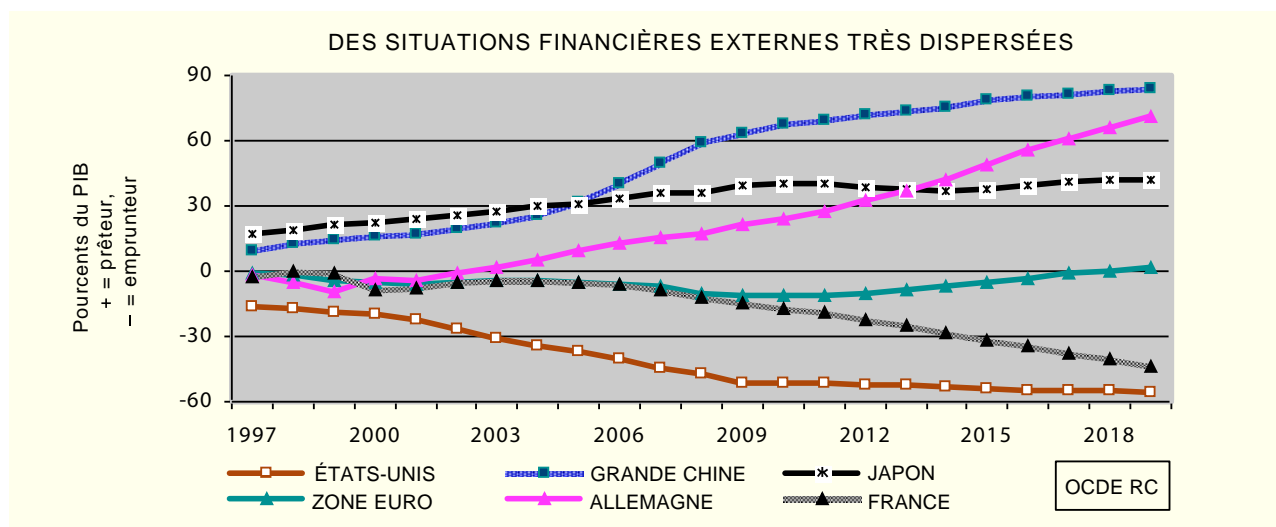
Aux États-Unis, le seul consensus entre Républicains et Démocrates est la volonté de freiner la course de la Chine vers la domination mondiale. Avec donc au moins une première certitude : l'affrontement États-Unis Chine restera le fil directeur de la politique américaine. Le monde s'enfonce dans une guerre économique, et monétaire, qui risque d'éclabousser tous les autres pays, donc la zone euro. Les comptes du troisième trimestre montrent que la Chine n'est pas à l'abri d'un sérieux ralentissement, soulignant l'existence de grosses surcapacités, et d'énormes surendettements de ses entreprises publiques et parapubliques, notamment dans un immobilier en pleine bulle.

Il ne faut pas oublier que lorsque l'économie va mal, la recette des gouvernements en difficulté est de ressouder ses citoyens-électeurs en s'attaquant à un ennemi étranger. Or les foyers de tensions à hauts risques ne manquent pas aux frontières terrestres et maritimes de la Chine...

UNE ZONE EURO VICTIME COLLATÉRALE DE L'AFFRONTEMENT ÉTATS-UNIS CHINE ?

Pour évaluer la solidité financière des compétiteurs, et les risques de nouvelle crise financière, c'est l'évolution des finances externes (niveau d'endettement global face à des prêteurs étrangers) qui compte. Avec une particularité inquiétante pour les membres de la zone euro : à partir du moment où l'objectif de la spéculation est de forcer un pays à sortir de l'euro, la BCE devient un prêteur étranger.

Tant que la zone euro reste unie, la taille de sa demande interne, et sa situation financière globalement correcte, devraient en faire un partenaire ou concurrent respecté. Hélas, sa situation financière externe ne fait illusion que grâce aux performances de l'Allemagne : dans moins de dix ans, son matelas de réserves financières pourrait dépasser celui de la Chine, alors que le matelas d'endettement externe de la France pourrait devenir plus lourd que celui des États-Unis, la faisant devenir « l'homme malade » de la zone euro.



Seconde certitude : la France n'est pas en situation de pouvoir s'offrir de nouvelles expérimentations politiques hasardeuses, ni de continuer à refuser toute réforme de son modèle social. La possibilité de nouvelles attaques des marchés financiers constitue en revanche une troisième incertitude majeure.

